

Lalao Ravalomanana candidate à la présidentielle, un choix risqué

AFP - Gaëlle Borgia – 16/03/13

Le choix de l'ex-président malgache Marc Ravalomanana de présenter son épouse Lalao à la présidentielle risque d'exacerber les tensions politiques et de compliquer la tenue des élections, le 24 juillet, estiment des analystes.

La candidature de Mme Ravalomanana à la prochaine présidentielle pose un problème politique majeur. Son retour à Madagascar le 12 mars a en effet été accepté par le régime de Transition en place à l'unique condition qu'elle s'abstienne de toute activité politique, condition qu'elle a respectée jusqu'ici.

Officiellement, la femme de l'ancien président, qui vivait avec lui en exil en Afrique du Sud depuis quatre ans, est venue au chevet de sa mère malade.

Mais l'annonce de sa candidature à la présidentielle - la date limite de dépôt des candidatures est le 3 mai - devrait envenimer les tensions entre la mouvance Ravalomanana et le président de la Transition Andy Rajoelina, qui a renversé M. Ravalomanana en mars 2009.

"Il y a des risques que le régime en place n'accepte plus la présence de Lalao. Elle pourrait être expulsée manu militari. Andry Rajoelina va réagir, il ne va pas se laisser faire, il y a des risques de querelles entre les deux camps", estime un observateur politique ayant requis l'anonymat.

"La mouvance Ravalomanana pousse Lalao à violer les termes de la convention validée par la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC, qui parraine le processus de retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar, ndr), alors que Mme Ravalomanana ne s'est pas encore prononcée sur sa candidature", a déclaré à l'AFP le ministre de la Communication Harry Laurent Rahajason.

Autre difficulté, Lalao Ravalomanana ne remplit pas toutes les conditions d'éligibilité, notamment celle d'avoir résidé physiquement à Madagascar durant les six mois précédant le dépôt des candidatures.

Pourtant, selon la mouvance Ravalomanana, l'épouse de l'ex-président doit pouvoir se présenter pour que les élections soient politiquement acceptées par tous.

"Si la candidature de Lalao Ravalomanana n'est pas validée, on risque de boycotter les élections", a menacé son représentant Mamy Rakotoarivelo, joint par l'AFP au téléphone.

Selon des analystes, ces menaces sont un calcul politique à quinze jours de la clôture des dépôts de candidatures.

"C'est un nouveau test pour le pouvoir de Transition, c'est une manière pour la mouvance Ravalomanana de jouer les martyrs mais tout dépendra de la Cour électorale spéciale et de son interprétation de la notion de résidence", explique le juriste Jean-Eric Rakotoarisoa.

"Au regard de la loi, elle ne peut pas se présenter, mais en matière politique, on peut toujours trouver un consensus, en dehors du cadre légal", avance de son côté Hery Rakotomanana, un autre juriste et expert électoral malgache.

La validation de la candidature de Mme Ravalomanana pourrait également avoir des conséquences pour les autres candidats.

"Il pourrait y avoir un précédent qui posera problème à d'autres candidatures. Si on accepte la candidature de Lalao, on pourrait accepter d'autres candidatures qui ne remplissent pas tous les critères d'éligibilité", ajoute M. Rakotomanana.

Quatre ans après le renversement du président Ravalomanana par Andry Rajoelina, les deux rivaux ont accepté de ne pas se présenter à la présidentielle, sans pour autant renoncer au pouvoir. Alors que le pays s'enfonce dans une crise socio-politique, le choix de Lalao Ravalomanana apparaît comme le signe du déclin de la mouvance de l'ancien président, selon des experts.

"La mouvance Ravalomanana est en déperdition sur le plan politique. Depuis quatre ans, la mouvance s'est dégonflée, et si Ravalomanana compte sur ce qui reste de sa mouvance, il a peu de chances de gagner. (...) Le choix de Lalao Ravalomanana est le moins mauvais. Ravalomanana a fait ce choix parce qu'il craint les ambitions des uns et des autres, il n'a pas confiance en l'émergence d'autres politiques, donc il a préféré son épouse plutôt que les grosses pointures de sa mouvance", explique Jean-Eric Rakotoarisoa.

Considérée comme une "marionnette" par les analystes, Lalao Ravalomanana n'a jamais occupé de fonction politique. Elle a créé l'empire industriel agroalimentaire Tiko avec son mari et était devenue PDG du groupe avant d'être contrainte à l'exil en 2009.

Il y a une semaine, le parti TGV du président de la Transition Andry Rajoelina, principal rival de la mouvance Ravalomanana, a le premier désigné son candidat en la personne d'Edgard Razafindravahy, maire de la capitale Antananarivo.

Source :

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iYHSh7XcSIDHJs3FDALqTiHsCKLw?docId=CNG.809a8f9ea41cc9d5a2530d01e59c3a0a.671>